



**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPÉRATION 4.3.3 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014 - 2020**

**SOUTIEN AUX INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES : EXTENSION, CRÉATION DE
RÉSEAUX ET D'OUVRAGES DE STOCKAGE – VOLET INDIVIDUEL**

*Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.
Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires.*

OU FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	RÉGION OCCITANIE DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT – SITE DE MONTPELLIER 201 AVENUE DE LA POMPIGNANE 34 064 MONTPELLIER CEDEX 2 ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE (AUDE, HERAULT, LOZERE, GARD ET PYRÉNÉES-ORIENTALES)
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

NB : seuls les projets de création d'ouvrages de stockage individuels et les réseaux d'irrigation associés sont éligibles à cet appel à projets.

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION	
N° OSIRIS :	<input type="text"/>
DATE DE RÉCEPTION :	<input type="text"/>

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE PHYSIQUE)

N° SIRET : attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises
N° PACAGE : *Concerne uniquement les agriculteurs*

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant) Madame Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe : mobile :

Mél :

Adresse site internet :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET : attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises
N° PACAGE : *Concerne uniquement les agriculteurs*

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE : (préciser)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe mobile

Date de création de l'entreprise : Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe mobile

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Civilité Nom et prénom des associés Ou dénomination sociale	N° SIRET ou N° PACAGE	% de parts dans la société	Date de naissance	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire DJA (**)		<i>Si installé depuis moins de 5 ans DJA (***)</i>	<i>Si en cours d'installation</i>
						Date CJA	Projet inscrit dans plan d'entreprise	Date installation MSA	Date de dépôt de dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

1. Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à l'adresse postale du demandeur

Sinon, préciser l'adresse :

Code postal : Commune :

2. Informations Générales

Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière dans la notice annexe 8)

Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?

– SAU en ha : ha

L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement

oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement

non

3. Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

Zone à handicap naturel : défavorisée simple ou piémont
 montagne ou haute montagne
 non

Votre exploitation se situe-t-elle en zone vulnérable :

Au moins l'un des bâtiments est-il en zone vulnérable ? oui non

Si oui, veuillez préciser : Zones historiques : communes classées avant le 31/12/2011
 2012
 2015

Zonage Démarche Territoriale, validée par une Agence de l'Eau : oui non

Si oui, nom de la démarche :

4. Situation au regard de la réglementation sur la loi sur l'eau :

Votre exploitation est : déclarée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise

5. Démarches collectives :

Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisations de Producteurs (OP) ? oui non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP :

6. Situation économique de l'exploitation :

	Valeur en euros de l'année précédente (dernier exercice clos) année à préciser :
Fonds propres de l'exploitation (1)	<input type="text"/>

(1) en cas d'installation ou de démarrage d'activité avec création d'une exploitation ou pour les exploitations au forfait sans tenue de comptabilité par un expert-comptable, mentionnez « SANS OBJET »

Si la société ou personne morale existait précédemment et même si l'activité en est modifiée, mentionnez les fonds propres du dernier exercice clos

Pour tous les demandeurs

Votre exploitation a-t-elle un régime fiscal : au réel au forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert-comptable : oui non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire ? oui non

IDENTIFICATION DU PROJET

a/ Libellé et descriptif du projet (Une présentation plus détaillée est attendue, en annexe 1, dans le « Projet de Développement de l'Exploitation » :

b/ Localisation du projet : Identique à la localisation du siège d'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

c / Déroulement du projet :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

d/ Éléments concernant le projet :

Principales productions agricoles concernées par le projet :

Si le projet se situe en zone de montagne ou en zone défavorisée (voir ci-dessus), précisez la part des fourrages irrigués dans le cadre du projet (en % de surface irriguée) :

Superficie prévisionnelle irriguée par le projet (hectares) :

Consommation annuelle prévisionnelle (volumes bruts – en m³/an) :

Localisation du (des) point(s) de prélèvement(s) (cours d'eau, commune, lieu-dit) :

Prélèvement dans une masse d'eau superficielle (y compris nappe alluviale d'accompagnement)

Utilisation d'eaux usées recyclées

Linéaire de canalisations (prévisionnel, en mètres) :

Sous bassin versant concerné par le projet :

Masse(s) d'eau concernée(s) (nom, code masse d'eau) :

Masse(s) d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements : oui non
(voir carte annexée à l'appel à projet)

Si la masse d'eau sollicitée par le projet est en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir appel à projet) :

Volumes prévisionnels économisés sur la même masse d'eau (m³/an) :

ou

Remplacement d'un ancien périmètre irrigué (RGA 2010) sur la même masse d'eau :

Identification de l'ancien périmètre irrigué (surfaces concernées, localisation...) et justification de son abandon :

Identification du périmètre irrigué en remplacement (surfaces concernées, localisation...) :

ou Masse d'eau alimentée à partir d'un réservoir :

Identification du réservoir :

Réservoir existant recensé dans le SDAGE : oui non

Réservoir en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1) : oui non

Volumes disponibles dans ce réservoir :

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR	Critères de sélection soumis au Comité de suivi	Pondération	Si oui, cocher la case	Pièce à fournir / Donnée à renseigner
Ratio volume d'eau (en m3) / hectare irrigué	Consommation annuelle prévisionnelle inférieure ou égale à 1 000 m3/ha	50	<input type="checkbox"/>	Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable : Consommation prévisionnelle : <input type="text"/> m ³ /an
	Consommation annuelle prévisionnelle supérieure à 1 000 m3/ha et inférieure ou égale à 3 500 m3/ha	40	<input type="checkbox"/>	
Ratio coût de l'investissement / hectare irrigué	Projets dont le ratio est inférieur ou égal à 20 €/m3 stocké	50	<input type="checkbox"/>	Données à fournir dans le formulaire et l'étude préalable : A = Coût du projet <input type="text"/> € B = Volume stocké <input type="text"/> m ³ A/B= <input type="text"/> €/m ³
	Projets dont le ratio est supérieur à 20€ et inférieur ou égal à 30 €/m3 stocké	20	<input type="checkbox"/>	
	Projets dont le ratio est supérieur à 30€ et inférieur à 50 €/m3 stocké	10	<input type="checkbox"/>	
Priorité donnée aux secteurs les plus touchés en région par le stress hydrique (évalué à partir du croisement des données climat, sol, culture)	Sol : le projet est en niveau de stress 1	50	<input type="checkbox"/>	Voir cartes fournies en annexe 2 Commune du projet : <input type="text"/> La note sera (re)calculée au moment de l'instruction
	Sol : le projet est en niveau de stress 2	20	<input type="checkbox"/>	
	Sol : le projet est en niveau de stress 3	10	<input type="checkbox"/>	
	Evapotranspiration Potentielle(ETP) – Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 1	50	<input type="checkbox"/>	
	ETP –Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 2	20	<input type="checkbox"/>	
	ETP –Pluviométrie: le projet est en niveau de stress 3	10	<input type="checkbox"/>	
Projet tenant compte de la valeur ajoutée de l'irrigation en fonction du type de production *	Le maraîchage / l'arboriculture / l'horticulture / les PPAM représentent plus de 50% des surfaces du projet	50	<input type="checkbox"/>	Fournir un plan cadastral indiquant l'occupation du sol sur la zone impactée par le projet
	Les prairies permanentes ou temporaires représentent plus de 50% des surfaces du projet	40	<input type="checkbox"/>	
	Projet porté par un jeune agriculteur	50	<input type="checkbox"/>	Fournir les attestations correspondantes
	Plus de 50% de la production est commercialisée en filière organisée (coopérative de producteurs,...)	30	<input type="checkbox"/>	
Les projets inclus dans une démarche de gestion collective de la ressource en eau sont prioritaires	Projet inscrit dans une démarche collective de la ressource en eau (PGRE, Plan Local de Gestion, Contrat de Milieux,SAGE...)	30	<input type="checkbox"/>	Fournir la preuve de l'inscription du projet dans une démarche collective (voir notice)

(*) possibilité de cumul entre les types de cultures et les modes de production

Note minimum : 150 points

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT : 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

Le bénéficiaire peut commencer l'exécution de son opération à partir de la date de dépôt du dossier de demande d'aide. Tout commencement d'opération (y compris le premier acte juridique – par exemple devis signé, bon de commande passé entre le demandeur et un prestataire ou marché notifié) avant cette date rend la dépense concernée inéligible.

En cas d'autoconstruction :

Cocher la case « autoconstruction » sur le détail des investissements matériels : les frais estimés de main d'œuvre (nombre d'heures) ne sont pas éligibles, seuls les coûts de matériaux sont à reporter dans le tableau.

a) Dépenses matérielles (travaux, installations, équipements, ...)

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €

b) Frais généraux (études préalables, assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, interventions complémentaires...) – dans la limite de 12% du montant des dépenses éligibles

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €

c) Investissements immatériels (dépenses de prestations externes liées au suivi d'essai longue durée des forages) :

Nature, type, poste de dépenses	Montant HT
<input type="text"/>	<input type="text"/> €
<input type="text"/>	<input type="text"/> €

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [a+b+c]	Montant HT
	<input style="width: 80%;" type="text"/> €

A Financement d'origine publique

Financiers publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
Région	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
Département <input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

Autofinancement : maître d'ouvrage public	
Emprunt (a)	<input type="text"/>
Auto – financement (b)	<input type="text"/>
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	<input type="text"/>
Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)	<input type="text"/>
Sous-total financeurs publics	<input type="text"/>

B Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	
Emprunt bonifié (PB-JA) (1)	<input type="text"/>
Emprunt non bonifié (2)	<input type="text"/>
Emprunt (a)	<input type="text"/>
Auto – financement (b)	<input type="text"/>
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	<input type="text"/>
Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	<input type="text"/>
Sous-total financeurs privés	<input type="text"/>

TOTAL = A + B

TOTAL général = coût du projet	<input type="text"/>
---------------------------------------	----------------------

(veuillez cocher les cases)

Je déclare et j'atteste sur l'honneur :

l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire avant la date de dépôt de la demande d'aide
- présenter une situation régulière avant-projet à l'égard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et marins (articles L 214-1 à L 214-6) et aux installations classées pour la protection de l'environnement (articles L 512-1 à L 513-1) au titre du code de l'environnement
- être en règle vis-à-vis de la redevance Agence de l'Eau
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements

Je m'engage :

- à réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée
- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE,...)
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 3 années suivant le dernier paiement relatif au projet
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement.

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétent en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt, et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser la Région Occitanie.

- Si mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection, je souhaite maintenir ma demande pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection de la période suivante de dépôt des dossiers de l'appel à projets. Si je souhaite apporter des modifications substantielles à mon projet, je devrais toutefois déposer une nouvelle demande.

Fait à le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la structure)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

PIÈCES À FOURNIR

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Sans objet ²	Cadre réservé à l'administration NE RIEN INSCRIRE
Par tous les porteurs de projet :			
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>		
Si vous n'avez pas de n°SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du CFE	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire avec IBAN/ BIC ou copie lisible	<input type="checkbox"/>		
Projet de Développement de l'Exploitation complété (Cf. annexe 1)	<input type="checkbox"/>		
Justificatif d'adresse : titre de propriété, ou certificat d'imposition ou de non imposition, ou facture de moins de 3 mois, ou attestation d'assurance logement de moins de 3 mois, ou extrait Kbis, ou certificat immatriculation INSEE	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA justifiant du statut de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire (pour les sociétés attestation de la structure et de tous les associés exploitants ; pour les associations, fondations, établissements, attestation de la structure)	<input type="checkbox"/>		
Attestation de régularité sociale MSA de la structure et de tous les associés exploitants, le cas échéant, à fournir uniquement pour les projets déposés entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} avril Et/ou accord d'étalement conclu avec la MSA si le demandeur ou un des associés n'est pas à jour de ses cotisations sociales au 1 ^{er} janvier.	<input type="checkbox"/>		
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos Ou, en l'absence de comptabilité tenue par un comptable, les justificatifs suivants : - dernier avis d'imposition - dernière déclaration fiscale de TVA au forfait (CA12)	<input type="checkbox"/>		
Preuve de la présence d'un système de mesure de la consommation d'eau fonctionnel (photo, attestation,...) ou Intégration du système de mesure dans le projet	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation permettant de localiser le projet et le(s) point(s) de prélèvement	<input type="checkbox"/>		
Etude préalable à l'échelle de l'infrastructure hydraulique présentant le projet, et permettant de montrer qu'aucune autre solution collective d'accès à l'eau n'est envisageable avec un coût/efficacité acceptable	<input type="checkbox"/>		
Avis favorable de la Commission Locale de l'Eau (CLE) – si elle existe, <i>ou</i> Cohérence avec le Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) – si il existe <i>ou</i> Avis favorable du CDE (Comité Départemental de l'Eau) ou à défaut de la DDT(M)	<input type="checkbox"/>		

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Plan de gestion de la retenue précisant les modalités et les périodes de remplissage, validé par la DDT(M) (<i>voir notice</i>)	<input type="checkbox"/>		
Analyse géotechnique (<i>voir notice</i>)	<input type="checkbox"/>		
Analyse environnementale montrant l'absence d'incidence négative pour l'environnement (<i>voir notice</i>) <i>ou</i> Etude d'impact <i>Pour les projets énumérés dans le tableau de l'art. R.122-2 du code de l'environnement</i> <i>ou</i> Etude d'incidence <i>Si exigée dans le cadre de la loi sur l'eau</i>	<input type="checkbox"/>		
Pour tous les projets, le cas échéant :			
Preuve que le demandeur a ou aura le droit d'effectuer les travaux sur des terrains ou des immeubles ne lui appartenant pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Déclaration ou autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau <i>Si le projet relève de l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Documents de sollicitation (courrier, formulaire, ...) des financeurs publics et privés sollicités hors du présent appel à candidatures (Cf. point (a) du « Plan de financement prévisionnel du projet »)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<i>Pour un prélèvement dans une masse d'eau en état moins que bon en raison d'une pression de prélèvements (voir annexe 1) :</i> Etude démontrant que le projet est couplé à des économies d'eau sur la même masse d'eau <i>ou</i> Justification du remplacement d'un ancien périmètre irrigué sur la même masse d'eau (référence RGA 2010) <i>ou</i> Etude identifiant un réservoir présentant de la disponibilité permettant d'alimenter la masse d'eau sollicitée par le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces relatives aux critères de sélection			
Preuve que le projet est inscrit dans une démarche de gestion collective de la ressource en eau (mention des objectifs du projet dans un SAGE, PGRE, Contrat de Canal...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Plan cadastral indiquant l'occupation du sol sur la zone impactée par le projet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<i>Preuve que le projet est porté par un jeune agriculteur (au sens de nouvel exploitant) :</i> Pour les bénéficiaires de la DJA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur (exigé au moment du paiement de l'aide) ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M) Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif ou attestation indiquant que plus de 50% de la production est commercialisée en filière organisée (coopérative de producteurs,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	